



Commune de Prêmesques  
PLACE JEAN BAPTISTE LEBAS  
59840 PREMESQUES

Envoyé en préfecture le 30/09/2022  
Reçu en préfecture le 30/09/2022  
Affiché le  
ID : 059-215904707-20220926-202265-DE

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### Département

Préfecture

### Arrondissement

Lille

### Canton

Séance du 26 septembre 2022

Délibération : N° 2022-65

Nombre de conseillers :

En exercice : 18

Présents : 15

Votants : 17

L'an deux mille vingt deux le Lundi 26 Septembre, à 19 heures 30, le Conseil Municipal dûment convoqué s'est réuni en séance ordinaire PLACE JEAN BAPTISTE LEBAS - 59840 PREMESQUES sous la présidence de Monsieur Yvan HUTCHINSON, Le Maire

Date de convocation du Conseil : 19 septembre 2022

Présent(s) :

Y. HUTCHINSON - A. MARQUE - P. ALLIOT - P. VANDEN DORPE - N. GUISLAIN - P. CAREY - S.VAN EECKE - D. DUMONT - C. LEFEBVRE - F. BOULANGER - S. MOUVEAUX - C. ANNAERT - P. PACCOU - J. TYBOU - G. DUBOIS

Absent(s) :

L. BASECQ procuration à A. MARQUE - Xavier DUBOIS - Excusé - P. JOURDAIN procuration à P. VANDEN DORPE

Secrétaire de séance : Stéphane MOUVEAUX

### Action sociale en faveur du personnel municipal et des bénévoles - Conditions d'attribution de cadeaux de fin d'année - Exercice 2022

#### DELIBERATION

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet portant dispositions relatives aux droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 9 modifié par l'article 26 de la loi n°2007-148 du 2 février 2007 qui indique : « l'action sociale, collective ou individuelle, vise à améliorer les conditions de vie des agents publics et de leurs familles, notamment dans les domaines de la restauration, du logement, de l'enfance et des loisirs, ainsi qu'à les aider à faire face à des situations difficiles. Sous réserve des dispositions propres à chaque prestation, le bénéfice de l'action sociale implique une participation du bénéficiaire à la dépense engagée. Cette participation tient compte, sauf exception, de son revenu, et le cas échéant de sa situation familiale. Les prestations d'action sociale individuelles ou collectives, sont distinctes de la rémunération visée à l'article 20 de la présente loi et sont attribuées indépendamment du grade, de l'emploi ou de la manière de servir... » ;

Considérant que les collectivités sont tenues depuis la loi du 19 février 2007 de mettre à disposition de leurs agents des services ou prestations d'action sociale et que ces dépenses revêtent un caractère obligatoire pour les collectivités territoriales ;

Considérant qu'il y a lieu de statuer sur le montant et le champ des prestations de l'action sociale proposée aux agents de la collectivité,

Considérant qu'une collectivité, comme tout organisme public ou privé, peut faire bénéficier ses salariés d'un avantage sous forme de bon d'achats ou de bons cadeaux qui, dans la limite d'un plafond annuel, est non soumis à cotisation sociale : en application d'une instruction ministérielle du 17 avril 1985, les cadeaux et/ou bons d'achat attribués à un salarié au cours d'une année peuvent être exclus de l'assiette de cotisations de la sécurité sociale lorsqu'ils sont attribués en relation avec un évènement, leur utilisation étant déterminée et leur montant conforme aux usages. A cet égard, une lettre ministérielle du 12 décembre 1988 a posé une présomption de non-assujettissement de l'ensemble des bons d'achat ou cadeaux attribués à un salarié, par année civile, lorsque le montant global de ces derniers n'excède pas le seuil de 5% du plafond mensuel de la sécurité sociale.

Vu la lettre circulaire COSS n°96-94 du 3 décembre 1996, fixant les conditions de la présomption de non-assujettissement des bons d'achat et des cadeaux en nature servis par les comités d'entreprise (CE) ou les entreprises en l'absence de comité d'entreprise, à l'occasion d'évènements visés par la tolérance ministérielle du 17 avril 1985 (mariage, naissance, Noël des salariés et des enfants, départ à la retraite, rentrée scolaire, fête des mères/des pères, Sainte Catherine/Saint Nicolas) et fixant celle-ci à 5% du plafond mensuel de la Sécurité Sociale ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 décembre 2019 fixant la valeur du plafond de Sécurité Sociale pour 2020 à 3428 € ;

Considérant qu'il ressort de ces éléments que le montant du plafond d'attribution des bons d'achat au chèques-cadeaux au titre de 2020 est fixé à  $3428 \text{ €} \times 5\% = 171 \text{ €}$  (arrondi) ;

Vu la circulaire FP/4 n°1931 / 2B du 15 juin 1998 relative aux dispositions applicables en matière de prestation d'action sociale à réglementation commune ;

Vu la circulaire NOR : CPAF 1936852 C du 24/12/2019 relative aux prestations interministérielles d'action sociale à réglementation commune et fixant les taux applicables en 2021 ;

Le conseil municipal, à l'unanimité décide de :

- Fixer à 170.00 € le montant maximum individuel attribuable sous forme de chèques-cadeau ou de bons d'achats aux agents de la collectivité et aux personnes ayant effectué des missions en bénévolat pour la commune et pour l'année 2022. Il est précisé que ce montant au titre de l'année 2022.
- Décider que cet avantage sera attribué pour les agents ci-après désignés et dans les conditions suivantes à titre indicatif :
  - Personnes bénévoles ayant effectué des missions de services publics : 170.00€
  - Agents fonctionnaires titulaires et stagiaires : 120.00 €
  - Agents contractuels de droit public : 120.00 €
  - Agents en contrats aidés : 120.00€
- Préciser que cet avantage sera attribuable sous les conditions suivantes :
  - Avoir été effectivement présent (travail effectif) dans la collectivité au moins 3 mois et effectivement présent dans les effectifs au mois de décembre.
  - Les personnels qui bénéficieront de ces chèques cadeau sont tous les agents titulaires et non titulaires effectuant un service d'au moins 17.5 heures hebdomadaires (soit un mi-temps),
- Indiquer que cet avantage sera attribué en une seule fois au mois de décembre ou janvier à l'occasion

des fêtes de fin d'année.

- Autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous documents permettant la mise en œuvre de cette présente délibération.

## DECISION

Délibération adoptée à l'unanimité

Pour : 17 Contre : 0 Abstention : 0

Emis et rendu exécutoire

le 30 septembre 2022

Reçu en Préfecture

le 30 septembre 2022

Publié ou notifié

le 30 septembre 2022

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits.

Au registre sont les signatures.

Pour Copie Conforme :

En Mairie, le 28 septembre 2022

Le Maire

Yvan HUTCHINSON

